

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Bas-Rhin

Arrondissement de  
Sélestat-Erstein



## COMMUNE DE KRAUTERGERSHEIM

### Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

**Séance du 11 mars 2025**

Nombre de conseillers élus : 19  
Conseillers en fonction : 18  
Conseillers présents : 14  
Conseillers absents : 4  
Procuration : 1

Sous la présidence de M. René HOELT, Maire.  
Secrétaire de séance : M. Régis MEYER  
Date de convocation : 6 mars 2025

**Membres présents** : Mmes et MM. Valérie BENTZ, Jean-Michel CHALON, Monique DELL, Gaël GREULICH, Nicolas GUTH, René HOELT, Denis LEHMANN, Didier MEYER, Régis MEYER, Damien PFLEGER, Alice REIBEL, Bernard STOEFFLER, Thierry STOEFFLER, Corinne WEBER.

**Membres absents excusés** : Mmes Marie Hélène GOEPP, Françoise KOELL, Carole MENDY, Caroline WAGENTRUTZ.

**Membre absent ayant donné procuration** :  
Mme Françoise KOELL à Mme Corinne WEBER.

**Monsieur le Maire a constaté que le quorum était atteint pour tenir la séance.**

#### Délibération n° COMM20250309

#### Objet : Demandes de subvention

Vu les demandes de subvention présentées par :

- L'association Chiens Guides de l'Est – Ecole de Cernay,
- L'association CASCAD,

**Le Conseil Municipal, décide à l'unanimité,**

- d'accorder une subvention de 50 € à l'association Chiens Guides de l'Est – Ecole de Cernay,
- d'accorder une subvention de 50 € à l'association CASCAD.

Les dépenses seront inscrites au BP 2025 – article 65748 sous divers.

Pour extrait conforme,  
Krautergersheim, le 13 mars 2025

Le Maire, René HOELT



Le Secrétaire de séance, Régis MEYER

**Délais et voies de recours**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant M. le Maire de Krautergersheim dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être introduit devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse de l'administration en cas de recours administratif préalable. Le tribunal administratif peut être saisi par télérecours à l'adresse internet suivante : <https://www.telerecours.fr/>